

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2022-2023.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP6	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir : <ul style="list-style-type: none">a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;b. la liste des membres du conseil d'administration;c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière : <ul style="list-style-type: none">a. des frais de déplacement;b. des frais de représentation;c. des frais de repas;d. des frais de voyage;e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
RP29	Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : <ul style="list-style-type: none">a. la nature ou l'objet du contrat;b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);c. une copie du contrat;d. une copie du résultat;e. le coût du contrat.

- RP30** Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
 - b. nombre de consultants externes et coûts associés;
 - c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2022-2023), pour l'informatique et les technologies de l'information;
 - d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- RP195** Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.
- RP196** Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2022-2023.
- RP197** Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.
- RP198** Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.
- RP199** Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.
- RP200** Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.
- RP201** Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.
- RP202** Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.
- RP203** Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2022-2023.
- RP204** Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années. Fournir une ventilation par mois et par région.
- RP205** Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.
- RP206** Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main-d'œuvre Ontario-Québec.
- RP207** Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.
- RP208** Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l'objet d'une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.
- RP209** Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis cinq ans, par année, ainsi que les prévisions d'embauche pour 2022-2023.
- RP210** Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

- RP211** Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.
- RP212** Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.
- RP213** Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.
- RP214** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
- RP215** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
- RP216** Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.
- RP217** Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP218** Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP219** Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-1

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2022-2023.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2021 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges liées aux effectifs	7 703 874 \$
Administration	262 170 \$
Entretien équipements et logiciels	4 053 399 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	1 538 477 \$
Autres frais	377 059 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	6 498 691 \$
TOTAL	20 433 670 \$

(1) Données préliminaires – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 11.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 11 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-3

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

La liste des comités de la Commission de la construction du Québec apparaît dans le Rapport annuel de gestion 2021.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-4

Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d'administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employés ventilée par catégorie d'emploi et la liste des membres du conseil d'administration sont disponibles dans le Rapport annuel de gestion 2021.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-7

Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :

- a. des frais de déplacement;
- b. des frais de représentation;
- c. des frais de repas;
- d. des frais de voyage;
- e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Remboursement de frais de transport	769.90 \$
Remboursement des frais d'hébergement	-
Remboursement des frais de repas	2 219.16 \$
Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	-

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-9

Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employés ventilée par catégorie d'emploi est disponible dans le Rapport annuel de gestion 2021.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Voir annexe

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

FICHE 3RP29 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
Alpha Plantes	Entretien des plantes d'intérieur - Siège social et BRM	22 430	Gré à gré
Alpha Plantes	Entretien des plantes d'intérieur - Rive-Nord	8 016	Gré à gré
NAOUEL BENADDDA	Services de pharmacien-conseil pour la DAS	6 600	Gré à gré
EMD 2 DESIGN DIGITAL	Services en graphisme et infographie	20 000	Gré à gré
FRANCOTYP-POSTALIA CANAD	Location de compteur postal Postbase 30 R et Mini	11 000	Gré à gré
MARIANE L'ÉCUYER	Services professionnels - accompagnement SALC	20 000	Gré à gré
MODERN CONCEPT FRANCHISE	Services d'entretien ménager - Rive-Sud	8 000	Gré à gré
PRÉVENTION INCENDIE	Service d'entretien du syst.de suppression incendie de hotte de cuisine commerciale	2 000	Gré à gré
QUADIENT	Location de deux compteurs postaux IS350 pour le bureau de Québec	7 194	Gré à gré
QUADIENT	Location de deux compteurs postaux IS350 pour le bureau de Sept-îles	1 197	Gré à gré
QUANTIC-CONSEIL INC.	Services-conseil - web, app.mobiles, architecture, ergonomie	20 000	Gré à gré
RÉFÉRENCE MÉDIA	Serv.prof. - veille médiatique	17 523	Gré à gré
SERVICES MATREC INC.	Service de location de conteneur à déchets et récupération des matières recyclables	6 000	Gré à gré
TYCO INTEGRATED FIRE & S	Service d'inspection du système de protection-incendie - Siège social	22 551	Gré à gré
TYCO INTEGRATED FIRE & S	Service d'inspection du système de protection-incendie - BRM	15 204	Gré à gré
PARADIS AMÉNAGEMENT URBA	Déneigement - Bureau de Québec	13 260	Gré à gré
9209-6601 QUEBEC INC.	Serv.prof. - réalisation sondage	20 000	Gré à gré
DANIÈLE BORDELEAU	Services en graphisme et infographie - Danièle Bordeleau	15 000	Gré à gré
KARINE VERVILLE	Services de conception graphique - Karine Verville	10 000	Gré à gré
HUGO PAQUETTE	Services en graphisme et infographie - Hugo Paquette	15 000	Gré à gré
UN MOT D'EXCELLENCE INC.	Service de traduction du français à l'anglais	10 000	Gré à gré
4B COMMUNICATION	Services en conception graphique - Catherine Boily	15 000	Gré à gré
Garon, Jean (f.a.s.r.s. Polyscript	Services de rédaction linguistique - Polyscript	20 000	Gré à gré
CTM MONTRÉAL	Location de récepteurs-émetteurs radio portatifs UHF	21 000	Gré à gré
Micro Logic	Frais de courtage ITQ - relève du système distribué	11 920	Gré à gré
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA Inc.	Entretien de système de classement Mobilex mécanique	2 625	Gré à gré
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA Inc.	Entretien de système de classement Mobilex électrique	3 825	Gré à gré
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA Inc.	Entretien des systèmes de classement QuadraMobile	3 510	Gré à gré
SERVICES DE SÉCURITÉ ADT CANADA INC	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Chicoutimi	1 500	Gré à gré
ALARME TRANS-CANADA LTEE	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Sherbrooke	2 500	Gré à gré
ALARME TRANS-CANADA LTEE	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Rive-Sud	504	Gré à gré
PROTECTION-INCENDIE VICKING INC.	Inspection du système de protection-incendie - Rive-Nord	1 365	Gré à gré
NI RÉCUPÉRATION INC.	Service de récupération des matières recyclables	10 880	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers ;
- b. nombre de consultants externes et coûts associés ;
- c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2022-2023), pour l'informatique et les technologies de l'information.
- d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles*.

Du 1er janvier au 31 décembre 2021

Nom	Nature	Statut	Coûts 2021
Infonuagique avec Office 365 (PMTI)	<ul style="list-style-type: none">• Rehaussement de la suite bureautique Microsoft Office.• Préparer l'utilisation de la suite Office avec l'arrivée de nouvelles solutions de marchés tel que le PGI-GRC.• Assurer une formation à tous les utilisateurs de la Commission.	Complété	665 474 \$
Plan de relève TI (PMTI)	Mettre en place un plan de relève TI pour assurer la poursuite des services essentiels de la Commission advenant un incident majeur ou un désastre qui affecterait la salle des serveurs et l'immeuble du siège social de la Commission.	En cours	2 213 663 \$
Administration et contrôle des accès (PMTI)	Implantation d'une solution d'administration et de contrôle des accès utilisateurs. Le projet permet de satisfaire les exigences du VGQ et de la vérification interne en matière de révision annuelle des accès et d'optimiser la gestion des accès à travers son automatisation.	Complété	365 926 \$
Analyse et migration des sites compatibles Sharepoint (PMTI)	L'objectif principal de ce projet est de garantir la disponibilité et la sécurité du service de collaboration et de partage de document offert via la technologie SharePoint de Microsoft pour l'ensemble des lignes d'affaires de la CCQ. Migration des sites SharePoint de la plateforme 2010 vers la plateforme Sharepoint sous Office 365.	Complété	250 180 \$

Remplacement des commutateurs centraux (PMTI)	Remplacement des deux commutateurs centraux en fin de vie utile. Les deux commutateurs sont responsables du routage et des interconnexions de l'ensemble des équipements de la CCQ, autant au siège social qu'aux bureaux régionaux.	Complété	155 273 \$
SIEM - Corrélation et gestion des événements de sécurité (PMTI)	Mettre en place une solution de gestion des journaux d'événements de sécurité. La solution permet de surveiller en temps réel des événements et des incidents de sécurité qui pourraient survenir sur l'ensemble des équipements et des systèmes de la Commission.	Complété	344 778 \$
Implantation d'une solution de surveillance d'opérations centralisée (PMTI)	Implantation d'une solution robuste de surveillance d'opérations centralisée de nos systèmes tels que les serveurs, les systèmes téléphoniques, le stockage, la réseautique et nos systèmes SAP.	Complété	287 458 \$
Remplacement des systèmes de téléphonie (PMTI)	Remplacement de l'ensemble des systèmes de téléphonie de la Commission afin de mettre en place une solution modernisée qui rencontre les normes de l'industrie, permettra l'intégration avec la solution mise en place par le programme Mistral et assurera une relève en cas de désastre.	En cours	377 777 \$
Refonte du cadre normatif	Révision du cadre normatif de l'industrie de la construction afin de : simplifier la réglementation, accroître la transparence, éliminer les chevauchements et les dédoublements pour accroître l'efficacité, normaliser afin de réduire les exceptions pour accroître l'efficience.	En cours	0 \$
Mise en place d'un entrepôt de données	Mettre en place les fondations d'un entrepôt de données qui permettra à l'organisation d'exploiter ses informations de façon stratégique et centralisée. Établir les bases pour l'exposition de données du PGI/GRC, et les avenues possibles pour le partage de données avec nos partenaires externes.	Complété	4 623 \$
Épuration de COMIC	Épurer les données du système comptable de l'industrie de la construction (COMIC) afin d'optimiser les temps des traitements du système central et simplifier la conversion des données vers le Programme Mistral. Épuration manuelle des données de gestion monétaire du système «GA».	Complété	2 583 \$

Refonte des applications critiques en fin de vie	Plusieurs applications du parc applicatif reposent sur des technologies désuètes ou des solutions qui ne seront plus supportées par leur fournisseur. 3 applications ont été priorisées : PC Réclam, SIR et Admin 2000. Le projet vise ainsi à mettre en place des stratégies pour en assurer leur pérennité.	En cours	566 307 \$
Mesure de rareté de la main-d'œuvre	Implantation d'une série de 9 mesures règlementaires visant à contrer la rareté de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.	Complété	326 547 \$
Mise en place de l'agilité	Concrétiser l'approche "Agile" de gestion de projet et de développement à la Commission. L'objectif est de formaliser la méthodologie afin d'améliorer la flexibilité et la vitesse dans le cadre de la livraison de projets et de minimiser les risques sur les investissements à venir.	Arrêté	120 186 \$
Améliorations de l'application de géolocalisation	Bonification de l'application de géolocalisation qui est présentement limitée dans ses fonctionnalités. Le projet permettra ainsi d'améliorer l'efficacité du travail des inspecteurs dans l'analyse de leurs dossiers.	Complété	33 994 \$
Mise en place d'un nouvel intranet	Mise en place d'un nouvel Intranet qui permettra la communication, la collaboration et le partage des informations de l'organisation via une plateforme moderne et conviviale. La nouvelle plateforme permettra d'améliorer l'autonomie des lignes d'affaires dans la gestion du contenu publié et adresser la désuétude de l'Intranet actuel.	Complété	50 145 \$
Opérationnalisation des mesures pour la rareté de la main-d'œuvre	Pour s'assurer que les 8 mesures qui entrent en vigueur le 26 avril 2021 engendrent les résultats escomptés, ce projet vise à mettre en place les moyens pour les atteindre et pour couvrir les coûts opérationnels liés directement à l'arrivée des nouvelles mesures.	En cours	1 527 778 \$
Nouveaux taux de salaire	Dans les conventions collectives signées en juillet 2021, 2 nouveaux taux de salaire pour les opérateurs de pompe à béton sont définis pour le rapport mensuel. Ces nouveaux taux s'appliquent aux secteurs "Institutionnel et Commercial" ainsi qu'à celui "Industriel".	En cours	52 738 \$

Sélection de solution pour la direction des avantages sociaux	Analyse et sélection d'une solution permettant de répondre aux besoins des domaines d'activités Retraite et Assurance-vie de la direction des avantages sociaux.	En cours	58 195 \$
Cotisation salariale d'assurance	Les conventions collectives signées en juillet 2021 amènent une nouvelle cotisation salariale pour le régime d'assurance. Cette cotisation salariale demande des changements dans le traitement du rapport mensuel et aussi dans le re-design du régime de base d'assurance.	En cours	118 387 \$
Nouveaux régimes supplémentaires d'assurance	Dans les conventions collectives signées en juillet 2021, 2 nouveaux régimes supplémentaires doivent être ajoutés : 1) Pour les chaudronniers des secteurs "Institutionnel et commercial" et "Industriel" (ICI). 2) Pour les peintres et peintres-tireurs de joints (ICI).	En cours	15 046 \$
Déploiement du module Ressources humaines (MISTRAL)	Implantation des modules SAP RH suivants : SAP Sodales (Gestion des relations de travail), SAP SuccessFactors (Gestion RH et Talents), SAP Paie (Gestion et le calcul de la paie)	En cours	4 367 564 \$
Conception générale du Programme MISTRAL	Conception générale de la solution et production d'une feuille de route pour l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la Commission dans le cadre du Programme MISTRAL.	Complété	2 806 652 \$
Déploiement du module Finances et approvisionnement (MISTRAL)	Implantation des modules SAP S4/HANA suivants : - FI : Comptabilité générale, comptes payables, immobilisations et gestion bancaire - CO : Contrôles et gestion budgétaires - MM : Gestion de l'approvisionnement et des articles Implantation de la solution Concur : Gestion des comptes de dépenses	En cours	5 200 786 \$
Déploiement du module Ressources humaines – Lot 3 (MISTRAL)	Implantation du Libre-service employés de la Commission - Fonctions Gestion des talents incluant les fonctions à déployer dans la Livraison 1 : Rémunération, Gestion de la performance, Développement des compétences et Développement organisationnel.	En cours	2 476 231 \$
Gestion des services TI-Immeubles (GSE) (Mistral)	Mise en place de la fondation du portail interne et externe de l'industrie de la construction dans la solution de gestion des services d'entreprise (GSE) ServiceNow. Déploiement des fonctionnalités spécifiques des TI et de la gestion des immeubles.	En cours	1 538 528 \$

Dossier client (Mistral)	Implantation permettant de bonifier l'architecture des données afin de soutenir la Relation Client, et ce tant pour la prestation de service que la conformité. Un modèle de données unique, cohérent, et harmonisé des dossiers client est mis en place.	En cours	2 741 092 \$
Relation portail client (Mistral)	Implantation permettant de centraliser les demandes, les échanges, la gestion de la relation client, et le centre d'interaction à travers les domaines d'activités de la Commission. Les canaux de communication accessibles à la clientèle seront modernisés.	En cours	5 358 539 \$
Gestion du contenu (Mistral)	Implantation de la plateforme de gestion de contenu OpenText (et une solution de signature numériques, telle que DocuSign) qui permettra de capturer, de partager, d'entreposer, de collaborer, de préserver et de disposer de contenu.	En cours	2 515 986 \$
Expérience client (Mistral)	Le projet Expérience Client vise à placer les clients, internes et externes, au centre de l'ensemble des décisions, des designs et des configurations technologiques afin d'assurer la création de solutions à grandes valeurs ajoutées pour les utilisateurs.	En cours	1 417 855 \$
Rapport mensuel et sujets connexes (Mistral)	Remplacement du système du patrimoine qui gère les rapports mensuels et les réclamations de l'inspection et de l'indemnisation, ainsi que certaines fonctions finances, telles que la facturation, le traitement des dépôts, le recouvrement et l'émission de certains déboursés à la clientèle externe.	En cours	5 428 386 \$
Historisation, conversion, intégration et décommissionnement (Mistral)	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	6 165 841 \$
Infrastructure, architecture et assurance qualité (Mistral)	Fournir des Services centralisés de support et gouvernance aux projets de la Conception Détaillée. Ces services sont catégorisés en six composants : Gouvernance ; Architecture ; Sécurité ; Infonuagique ; Développement ; Tests centralisés.	En cours	6 677 474 \$
Documentation des règles d'affaires (Mistral)	Documentation des règles d'affaires en vue de l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la Commission dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	3 459 757 \$

Données préliminaires – états financiers non finalisés

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 11 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-195

Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC TOTAL DES CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2021 NON VÉRIFIÉES

<u>Charges reliées aux effectifs de travail</u>	<u>103 918 978</u>
Gestion des ressources humaines	1 939 872
Services techniques	1 063 371
Frais juridiques	448 450
Télécommunication et entretien d'équipements informatiques	5 558 837
Frais de déplacement et séjour	1 686 870
Frais de postes, imprimés et fournitures	3 869 095
Relations publiques et publicité	683 479
Charges financières	871 977
Autres charges administratives	833 393
Gestion immobilière	6 091 797
<u>CHARGES RELIÉES AUX BIENS ET SERVICES</u>	<u>23 047 141</u>
Amortissement des immobilisations	9 853 504
Contribution à la CRT et bureau de permis	676 800
Autres	515 220
<u>CHARGES CORPORATIVES</u>	<u>11 045 524</u>
<u>CHARGES RELIÉES AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI</u>	<u>30 013 538</u>
<u>Charges reliées au portefeuille de projet</u>	<u>67 294 063</u>
<u>Charges reliées au Plan de modernisation TI</u>	<u>3 156 802</u>
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	<u>238 476 046</u>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 30 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-196

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2022-2023.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 4 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-197

Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.

Année 2021	
Employeurs	1826
Salariés	1861
TOTAL	3687

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 1^{er} MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-198

Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.

Poursuites recommandées par l'Unité des enquêtes spéciales au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

Par année de réception du dossier

Nombre de recours pénaux recommandés par l'Unité des enquêtes spéciales (UES) au DPCP (Pour l'ensemble des activités de l'UES)	Dossiers reçus en 2021(1)
101 : Intimider une personne ou exercer à son égard des mesures discriminatoires, des représailles ou toute menace ou contrainte ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à sa liberté syndicale	1
113.2 Imposer à un employeur l'embauche de salariés déterminés ou d'un nombre déterminé de salariés	1
119.1 (10) : Faire une fausse déclaration, falsifier un document ou faire usage d'un document falsifié pour l'obtention d'un certificat de compétence.	2
122(4) : Détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document	30
123.7: Il est interdit d'exercer des représailles contre une personne pour le motif qu'elle a de bonne foi communiqué un renseignement ou collaboré à une enquête, à une vérification ou à un contrôle mené en raison d'une telle communication.	4
84 : Molester, incommoder ou injurier un membre ou un employé de la CCQ	16
98 : Personne ne peut, au nom ou pour le compte d'une association de salariés, solliciter pendant les heures de travail, l'adhésion d'un salarié à une association	1
120 : Quiconque viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité, ou encore une prescription d'une convention collective portant sur une matière autre que celles visées au premier alinéa de l'article 62 et au paragraphe c du premier alinéa de l'article 81, commet une infraction et est passible, si aucune autre peine n'est prévue pour cette infraction,	1
Nombre total de recours pénaux recommandés par l'Unité des enquêtes spéciales au DPCP	56

(1) L'année du recours correspond à celle du dépôt de la plainte (année d'envoi)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 4 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-199

Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.

L'industrie de la construction a lancé un Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF) 2015-2024 en mars 2015.

- Le PAEF comprend 40 mesures portées par différentes parties prenantes, dont 22 mesures sous la gouverne de la CCQ autour de trois orientations : soutenir le parcours de femmes ; créer des milieux favorables, inclusifs et respectueux des droits de la personne ainsi qu'assurer une responsabilité partagée. Les principales parties prenantes (partenaires) impliquées dans le PAEF et ses mesures sont :
 - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), ministère de l'Immigration, de la Francisation et l'Intégration (MIFI), ministère de l'Éducation (MEQ), Régie du Bâtiment du Québec ;
 - Secrétariat de la condition féminine (SCF), Secrétariat du Conseil du Trésor, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), et CNESSST;
 - Centres de formation professionnelle, Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction (ASP construction);
 - Associations patronales et syndicales de l'industrie.

Les principales mesures du PAEF 2015-2024

En 2022 :

- Le bilan du PAEF 2015-2021 ainsi que les consultations se réalisent afin que l'industrie et ses partenaires s'engagent dans des actions structurantes, dans le cadre de la Phase 3 du PAEF vers 2024, permettant de contrer les enjeux et écarts persistants existant relativement à l'inclusion des femmes.

En 2021 :

- Déploiement d'un plan d'action 2020-21, pour contrer les effets de la pandémie et intensifier les efforts pour une industrie plus inclusive, soutenus par les orientations du conseil d'administration de la CCQ adoptées fin 2019 :
 - Accroître l'attractivité de l'industrie et des programmes d'études auprès des femmes ;
 - Renforcer la responsabilisation et la mobilisation pour la mixité ;
 - Favoriser l'embauche et le maintien en emploi des femmes ;
 - Assainir le climat de travail en matière de discrimination, de harcèlement et d'intimidation.
- Poursuite de tables de concertation avec les partenaires pour cibler des actions concertées soutenant l'inclusion des femmes et de la diversité.
- Développement d'actions soutenant les entreprises à l'intensification de climats de travail inclusifs et sains dans l'industrie de la construction, dont :
 - L'amorce d'un projet pilote pour développer et expérimenter un modèle d'accompagnement des entreprises en la matière, en collaboration avec le SCF;
 - La diffusion de la nouvelle offre de service d'accompagnement de la CCQ pour les personnes se considérant victime de discrimination, intimidation ou de harcèlement ;
 - L'élaboration d'un sondage pour évaluer le phénomène ;
 - La documentation des pratiques porteuses d'inclusion des femmes et de la diversité dans l'industrie, notamment en collaboration avec le SCF et Emploi-Québec.

- Lancement de deux capsules de sensibilisation « Ouvrons les chantiers aux femmes, tout le monde y gagne » et « Chantiers inclusifs pour la diversité, tout le monde y gagne » mettant en vedette la main-d'œuvre de l'industrie. Ces capsules outillent les entreprises, les centres de formation et les acteurs clés à contrer la discrimination, l'intimidation et le harcèlement.
- Soutien d'une concertation nationale et régionale pour renforcer les efforts entre les groupes d'employabilité, les entreprises ainsi que les associations patronales et syndicales afin de soutenir la participation des femmes dans le secteur économique entre autres de la construction, en collaboration avec le SCF.
- Soutien de l'utilisation par l'industrie des programmes et services publics, notamment via le déploiement d'une collaboration avec le MTESS pour favoriser l'intégration des personnes sous-représentées en facilitant l'application de la subvention salariale et pour soutenir les entreprises en matière de gestion des ressources humaines.
- Soutien d'initiatives valorisant la conciliation travail-famille en collaboration avec le SCF et le ministère de la Famille.
- Finalisation et évaluation des deux projets destinés aux organismes d'employabilité visant à accroître la présence des femmes sur les chantiers, qui ont été lancés en 2018 en collaboration avec Emploi-Québec et le SCF.
- Collaboration au projet « Femmes branchées » soutenant l'inscription, la formation et la diplomation d'étudiantes en électricité.

Poursuite des mesures antérieures :

- Campagne de promotion :
 - Valorisation des métiers de la construction et de la présence des femmes dans les communications officielles de la CCQ ;
 - Phase 3 en 2018 et 2019 : « Femme ou homme, c'est la compétence qui compte ». Diffusion sur le site mixite.ccq.org des plus récentes statistiques sur la place des femmes sur les chantiers et des mesures concrètes qui leur sont destinées ainsi que l'information sur dix mythes les plus souvent répandus.
 - Phase 2 en 2017 : « les mentalités changent, les chantiers aussi » accompagnée d'une vidéo et d'affiches ;
 - Phase 1 en 2016 : « Femme ou homme, c'est la compétence qui compte » ;
 - Création de la page « mixite.ccq.org » et campagne de visibilité dans divers médias (télévision, journaux et Web).
- Lancement le 3 novembre 2017 de la Ligne relais-construction soutenant les victimes d'inconduite, de harcèlement et d'intimidation à caractère sexuel sur les chantiers de construction. En 2018, la CCQ a fait la promotion de cette ligne pour mieux informer les victimes potentielles de son existence.
- Entrée en vigueur, le 12 décembre 2016, de quatre mesures réglementaires favorisant l'accès et le maintien des femmes sur les chantiers :
 - délivrance plus rapide d'un certificat de compétence pour les femmes diplômées ;
 - accès à l'industrie facilité pour les femmes non diplômées qui se voient offrir par un employeur l'opportunité d'acquérir des compétences en chantier ;
 - augmentation du ratio apprenti compagnon en chantier permettant aux entreprises de faire travailler une personne apprentie de plus que la proportion prévue au règlement lorsqu'un de ces apprentis est une femme ;
 - assouplissement des règles pour que les femmes puissent faire partie de la main-d'œuvre régulière d'une entreprise en leur permettant de travailler plus rapidement en dehors de leur région de domicile.
- Service d'information et d'accompagnement des femmes depuis 2015.
- Priorisation des femmes inscrites aux activités de perfectionnement et au cours de connaissance générale de l'industrie permettant l'accès des occupations diplômées.
- Assouplissement des modalités d'admission au Programme de formation des femmes en entreprise permettant aux femmes et aux entreprises de bénéficier d'un cadre d'apprentissage des compétences de métiers et d'être outillées pour favoriser la mixité des équipes de travail, avec un soutien financier

- Publication par la CCQ du bilan annuel du PAEF ainsi que d'un nouvel outil statistique, basé sur l'analyse différenciée selon le sexe (ADS).
- Les mesures réglementaires du premier PAEF de 1997 sont toujours en vigueur :
 - Délivrance d'un certificat de compétence occupation (CCO) : Une femme diplômée dans l'une des six occupations spécialisées qui n'est pas sélectionnée lors du tirage au sort annuel est automatiquement admise au Cours de connaissance générale de l'industrie de la construction (CCGIC). Ce cours est obligatoire afin d'obtenir un certificat de compétence occupation ;
 - Renouvellement d'un certificat de compétence occupation (CCO) : Une femme qui a travaillé au moins 5 000 heures dans une occupation de l'industrie et qui a travaillé au moins une heure au cours d'une période consécutive de cinq années peut se voir renouveler son certificat (au lieu de 10 000 heures pour les hommes) ;
 - Carnet référence construction (CRC) : Lorsque la CCQ réfère de la main-d'œuvre à un employeur, elle priorise systématiquement toutes les femmes correspondant aux critères de l'employeur.

Faits saillants (données provisoires de 2021) :

- 2021 est marquée par une accélération de la présence des femmes : la barre du 3 % a été franchie avec **3,27 %** de femmes actives sur les chantiers (vs 2,73 % en 2020 ; 2,46 % en 2019 ; 2,14 % en 2018 ; 1,92 % en 2017 ; 1,62 % en 2016 et 1,49 % en 2015) : un gain de près de 4 000 femmes au cours des six dernières années.
- **6 224** femmes ont été actives sur les chantiers en 2021, soit 1 375 femmes de plus qu'en 2020 (+28,36 %). Depuis 2015, l'augmentation annuelle moyenne était plutôt d'environ 500 femmes actives.
- **1 934** femmes ont débuté une carrière sur les chantiers, représentant **8,91 %** de l'ensemble de la nouvelle main-d'œuvre en 2021 (21 712 nouvelles entrées totales). Avec l'ajout de 692 entrées de femmes en 2021, c'est une augmentation de 55,72 % par rapport à 2020 (1 242 femmes). Une forte accélération des entrées de femmes est constatée depuis 2016, année d'implantation des mesures réglementaires de redressement soutenant l'accès des femmes à l'industrie, alors que seulement 363 femmes débutaient une carrière en 2015.
- L'industrie compte maintenant **1 024** femmes compagnon en 2021, ce qui représente une augmentation de 147 par rapport à 2020. Depuis 2015, l'augmentation annuelle moyenne était plutôt autour de 60 femmes compagnon.
- **3 898** entreprises ont engagé au moins une femme en 2021. C'est **14,71 %** de toutes les entreprises en construction (26 490). À noter que ce sont souvent les entreprises de plus grande taille qui engagent les femmes. Il s'agit d'une progression de 18,34 % par rapport à 2020, soit 604 entreprises de plus. On constate une accélération depuis 2016 et l'augmentation se voit, peu importe la taille de l'entreprise.

Moyennes annuelles des heures travaillées de la main-d'œuvre active selon le sexe et le statut par métier et occupation

2021, moyennes d'heures annuelles et proportion de la moyenne des heures travaillées des hommes

Métier / Occupation	Femmes			Hommes			% de la moyenne des hommes		
	Apprenti	Compagnon	Total	Apprenti	Compagnon	Total	Apprenti	Compagnon	Total
Briqueur-maçon / Briqueuse-maçon	480	996	569	760	1 040	937	63%	96%	61%
Calorifugeur / Calorifugeuse	804	1 185	941	997	1 280	1 203	81%	93%	78%
Carreleur / Carreleuse	697	1 104	782	736	966	861	95%	114%	91%
Charpentier-menuisier / Charpentière-menuisière	613	987	646	807	1 140	993	76%	87%	65%
Chaudronnier / Chaudronnière	880	671	747	974	767	796	90%	87%	94%
Cimentier-applicateur / Cimentière-applicatrice	648	1 220	731	847	1 185	1 042	77%	103%	70%
Couvreur / Couvreuse	456	910	512	504	982	758	91%	93%	68%
Électricien / Électricienne	879	1 258	978	1 097	1 306	1 239	80%	96%	79%
Ferblantier / Ferblantière	756	1 274	899	936	1 281	1 160	81%	99%	77%
Ferrailleur / Ferrailleuse	804	1 386	1 112	869	1 430	1 258	93%	97%	88%
Frigoriste	695	823	717	994	1 457	1 290	70%	56%	56%
Grutier / Grutière	621	1 344	1 114	998	1 416	1 353	62%	95%	82%
Mécanicien / Mécanicienne d'ascenseur	1 193	1 412	1 264	1 177	1 578	1 456	101%	89%	87%
Mécanicien industriel / Mécanicienne industrielle de chantier	906	633	861	706	1 010	941	128%	63%	91%
Mécanicien / Mécanicienne de machines lourdes	121		121	615	937	882	20%		14%
Mécanicien / Mécanicienne en protection-incendie	946	1 971	1 003	1 193	1 432	1 334	79%	138%	75%
Monteur-assembleur / Monteuse-assembleuse	979	959	972	861	1 204	1 118	114%	80%	87%
Monteur-mécanicien (vitrier) / Monteuse-mécanicienne (vitrière)	531	1 256	628	908	1 224	1 095	58%	103%	57%
Opérateur / Opératrice de pelles	324	904	647	733	1 055	999	44%	86%	65%
Opérateur / Opératrice d'équipement lourd	478	791	625	784	1 016	968	61%	78%	65%
Peintre	741	1 073	826	725	1 013	906	102%	106%	91%
Plâtrier / Plâtrière	799	1 153	857	871	1 109	1 007	92%	104%	85%
Poseur / Poseuse de revêtements souples	566	1 170	640	669	881	812	85%	133%	79%
Poseur / Poseuse de systèmes intérieurs	867	1 525	1 004	900	1 245	1 115	96%	123%	90%
Tuyauteur / Tuyauteuse	812	1 014	857	1 109	1 297	1 238	73%	78%	69%
Total des métiers	707	1 094	789	858	1 176	1 060	82%	93%	74%
Boutefeu-foreur / Boutefeu-foreuse			705			1 231			57%
Conducteur / Conductrice de camions			635			617			103%
Magasinier / Magasinière / Commis			1 450			1 088			133%
Main-d'œuvre de lignes			997			1 266			79%
Manœuvre			625			867			72%
Arpenteur / Arpenteuse			980			1 274			77%
Scaphandrier (plongeur professionnel) / Scaphandrière (plongeuse professionnelle)			811			759			107%
Soudeur / Soudeuse			1 034			1 059			98%
Autres occupations			707			945			75%
Total des occupations			677			926			73%
Total			764			1 039			74%

Source: Commission de la construction du Québec, 2022

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 4 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-200

Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.

Aucun règlement adopté par le conseil d'administration de la CCQ en 2021.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 4 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-201

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI SELON LE MÉTIER – ANNÉE 2021

MÉTIER	DIPLOMÉS		NON DIPLOMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Briqueur-maçon	241	4,66	156	2,21	397	3,25
Calorifugeur	22	0,43	56	0,79	78	0,64
Carreleur	109	2,11	155	2,20	264	2,16
Charpentier-menuisier	1 663	32,14	3 497	49,57	5 160	42,20
Chaudronnier	21	0,41	3	0,04	24	0,20
Cimentier applicateur	68	1,31	246	3,49	314	2,57
Couvreur	50	0,97	573	8,12	623	5,09
Électricien	1 261	24,37	2	0,03	1 263	10,33
Ferblantier	86	1,66	222	3,15	308	2,52
Ferrailleur	40	0,77	140	1,98	180	1,47
Grutier	39	0,75	4	0,06	43	0,35
Mécanicien d'ascenseur	2	0,04	81	1,15	83	0,68
Mécanicien de chantier	82	1,58	51	0,72	133	1,09
Mécanicien de machinerie lourde	9	0,17	23	0,33	32	0,26
Monteur assembleur	48	0,93	172	2,44	220	1,80
Monteur-mécanicien (vitrier)	25	0,48	133	1,89	158	1,29
Opérateur d'équipement lourd	99	1,91	267	3,79	366	2,99
Opérateur de pelles mécaniques	99	1,91	281	3,98	380	3,11
Peintre	137	2,65	356	5,05	493	4,03
Plâtrier	109	2,11	187	2,65	296	2,42
Poseur de systèmes intérieurs	141	2,73	110	1,56	251	2,05
Poseur de revêtements souples	22	0,43	70	0,99	92	0,75
Tuyauteur	548	10,59	10	0,14	558	4,56
Mécanicien en protection incendie	45	0,87	77	1,09	122	1,00
Frigoriste	208	4,02	182	2,58	390	3,19
TOTAL	5 174	100	7 054	100	12 228	100

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2021**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Bas-St-Laurent / Gaspésie	138	2,67	165	2,34	303	2,48
Saguenay / Lac-St-Jean	183	3,54	296	4,20	479	3,92
Québec	884	17,09	1 012	14,35	1 896	15,51
Mauricie / Bois-Francs	385	7,44	405	5,74	790	6,46
Cantons-de-l ‘Est	160	3,09	581	8,24	741	6,06
Montréal	3 094	59,80	4 000	56,71	7 094	58,01
Outaouais	158	3,05	389	5,51	547	4,47
Nord-Ouest	96	1,86	126	1,79	222	1,82
Côte-Nord	76	1,47	80	1,13	156	1,28
Baie-James	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Extérieur	0	0,00	0	0,00	0	0,00
TOTAL	5 174	100	7 054	100	12 228	100

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2021**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Bas-St-Laurent / Gaspésie	33	5,91	75	0,97	108	1,31
Saguenay / Lac-St-Jean	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Québec	102	18,28	985	12,80	1 087	13,17
Mauricie / Bois-Francs	30	5,38	304	3,95	334	4,05
Cantons-de-l ‘Est	26	4,66	275	3,57	301	3,65
Montréal	315	56,45	5 374	69,84	5 689	68,93
Outaouais	17	3,05	404	5,25	421	5,10
Nord-Ouest	9	1,61	138	1,79	147	1,78
Côte-Nord	26	4,66	140	1,82	166	2,01
Baie-James	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Extérieur	0	0,00	0	0,00	0	0,00
TOTAL	558	100	7 695	100	8 253	100

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-COMPAGNON ÉMIS EN 2021

RAISON DE LA DÉLIVRANCE	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
TOTAL	103 086	14 244

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 4 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-202

Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.

Ce numéro de résolution n'appartient pas à la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-203

Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

La réglementation considère qu'il y a pénurie lorsque moins de 5 % de la main-d'œuvre apprentie ou exerçant une occupation se trouve disponible, c'est-à-dire n'a pas d'emploi rapporté à la CCQ. La CCQ procède alors à ce que l'on appelle couramment « l'ouverture d'un bassin de main-d'œuvre ». Des personnes non-détentrices d'un DEP peuvent alors obtenir un certificat de compétence dans un métier ou une occupation, à condition de démontrer qu'un employeur leur garantit au moins 150 heures de travail sur au plus trois mois, et qu'elles détiennent le cours de sécurité approprié.

Les bassins de main-d'œuvre sont mis à jour sur une base quotidienne. Les ouvertures de bassins sont fréquentes, par région et métiers, et sont affichées sur le site web de la CCQ. Le tableau ci-joint comprend les chiffres détaillés des admissions de main-d'œuvre par bassin selon le métier et l'occupation pour 2021.

L'industrie de la construction est aux prises avec des enjeux de rareté de main-d'œuvre alors que l'activité sur les chantiers continue de s'intensifier. L'année 2021 a atteint de nouveaux records, et la demande de travail demeurera importante à moyen terme. Les enjeux de disponibilité de la main-d'œuvre peuvent poser des problèmes sérieux dans l'avancement des projets de construction, aussi bien dans le secteur privé que pour les chantiers publics.

Une étude réalisée par la CCQ, à l'été 2018, a démontré que le problème de rareté, voire de pénurie, devrait se faire ressentir jusqu'en 2030. De façon généralisée, depuis plus de trois ans, la disponibilité de la main-d'œuvre est en baisse dans le monde de la construction. La diplomation des jeunes dans les métiers de la construction est aussi en baisse tout comme le nombre d'inscriptions à des programmes pour y accéder. Les résultats de sondages conduits auprès des employeurs (Sondage sur l'anticipation de l'activité et difficultés de recrutement des employeurs dans l'industrie de la construction) démontrent des anticipations encore importantes pour le travail et les difficultés de recrutement de travailleurs se sont intensifiées avec le temps.

Dans ce contexte, les entrées dans l'industrie par le truchement des « ouvertures de bassins de main-d'œuvre » sont allées en augmentation.

En 2020, 10 101 personnes ont été admises en situation de pénurie, comparativement à 12 195 en 2019 et 9 251 en 2018. Malgré le faible taux de diplomation en 2020 en raison de la pandémie, un nombre de 4 759 personnes ont été admises avec un DEP en 2020, soit une importante diminution de 29% par rapport à 2019.

Malgré la rareté de main-d'œuvre, l'industrie a accueilli en 2021, un niveau record de nouveaux travailleurs, soit 21 712.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 4 MARS 2022

3RP203

**DONNÉES SUR LES NOUVELLES ÉMISSIONS DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI (PAR MÉTIER) ET OCCUPATION PAR RÉGION DE PLACEMENT
POUR LA PÉRIODE DU 1er Janvier AU 31 Décembre 2021**

	EXTÉRIEUR			ÎLES-DE-LA-MADELEINE			BAS ST-LAURENT - GASPÉSIE			SAGUENAY - LAC-ST-JEAN			QUÉBEC			MAURICIE - BOIS-FRANCS			CANTONS-DE-L'EST			MONTRÉAL			OUTAOUAIS			NORD-OUEST			CÔTE-NORD			BAIE JAMES			TOTAL PROVINCIAL		
MÉTIER	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total			
Briqueur-maçon	0	0	0	0	0	0	5	2	7	3	2	5	16	12	28	15	5	20	15	5	20	175	121	296	10	9	19	1	0	1	1	0	1	0	0	0	241	156	397
Calorifugeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	7	2	7	9	0	9	9	0	5	5	19	17	36	1	7	8	0	4	4	0	0	0	0	0	0	22	56	78
Carreleur	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	8	8	20	15	35	0	8	8	0	11	11	84	89	173	5	19	24	0	0	0	0	1	1	0	0	0	109	155	264
Charpentier-menuisier	0	0	0	0	0	0	74	109	183	67	151	218	390	543	933	194	127	321	79	322	401	731	1 990	2 721	52	149	201	54	62	116	22	44	66	0	0	0	1 663	3 497	5 160
Chaudronnier	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	3	0	3	2	0	2	4	0	4	11	2	13	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	21	3	24
Cimentier-applicateur	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0	15	15	16	33	49	1	33	34	0	17	17	51	126	177	0	16	16	0	3	3	0	0	0	0	0	0	68	246	314
Couvreur	0	0	0	0	0	0	0	11	11	0	5	5	7	86	93	2	39	41	0	68	68	39	298	337	2	50	52	0	13	13	0	3	3	0	0	0	50	573	623
Électricien	0	0	0	0	0	0	29	0	29	50	0	50	178	0	178	88	0	88	29	0	29	790	1	791	41	1	42	25	0	25	31	0	31	0	0	0	1 261	2	1 263
Ferblantier	0	0	0	0	0	0	0	5	5	2	4	6	11	25	36	6	8	14	2	18	20	64	145	209	0	12	12	1	2	3	0	3	3	0	0	0	86	222	308
Ferrailleur	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	2	2	1	45	46	0	10	10	0	15	15	39	61	100	0	3	3	0	1	1	0	2	2	0	0	0	40	140	180
Grutier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	1	8	0	0	0	0	0	0	28	2	30	3	0	3	0	1	1	1	0	1	0	0	39	4	43	
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	9	9	0	1	1	0	0	0	2	68	70	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	2	81	83	
Mécanicien de chantier	0	0	0	0	0	0	1	1	2	14	1	15	1	7	8	3	1	4	0	5	5	55	36	91	0	0	0	0	0	0	8	0	8	0	0	0	82	51	133
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1	5	6	4	10	14	0	0	0	0	0	0	6	6	6	0	0	0	0	0	0	1	2	3	0	0	0	9	23	32
Monteur-assembleur	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	25	25	0	23	23	0	14	14	1	4	5	47	100	147	0	2	2	0	3	3	0	0	0	0	0	0	48	172	220
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	3	3	1	10	11	0	10	10	0	5	5	24	93	117	0	9	9	0	2	2	0	0	0	0	0	25	133	158	
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0	21	21	29	34	63	7	17	24	0	18	18	53	135	188	0	14	14	2	12	14	5	16	21	0	0	0	99	267	366
Opérateur de pelles mécaniques	0	0	0	0	0	0	6	7	13	1	18	19	36	37	73	3	18	21	3	16	19	46	158	204	2	19	21	0	7	7	2	1	3	0	0	0	99	281	380
Peintre	0	0	0	0	0	0	0	14	14	11	11	22	25	39	64	5	53	58	1	38	39	94	167	261	1	24	25	0	8	8	0	2	2	0	0	0	137	356	493
Plâtrier	0	0	0	0	0	0	2	0	2	4	4	8	23	32	55	2	15	17	1	11	12	70	110	180	5	15	20	1	0	1	1	0	1	0	0	109	187	296	
Poseur de systèmes intérieurs	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	19	16	35	15	7	22	1	6	7	105	63	168	1	16	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	141	110	251
Poseur de revêtements souples	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3	7	4	11	0	4	4	0	4	4	15	46	61	0	6	6	0	1	1	0	2	2	0	0	0	22	70	92
Tuyauteur	0	0	0	0	0	0	11	1	12	20	0	20	57	0	57	29	0	29	12	0	12	374	0	374	34	6	40	11	0	11	0	3	3	0	0	0	548	10	558
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	4	4	1	10	11	0	8	8	0	3	3	44	47	91	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	45	77	122	
Frigoriste	0	0	0	0	0	0	3	2	5	10	5	15	30	14	44	13	18	31	12	10	22	134	119	253	1	8	9	1	6	7	4	0	4	0	0	208	182	390	
Sous-total	0	0	0	0	0	0	138	165	303	183	296	479	884	1 012	1 896	385	405	790	160	581	741	3 094	4 000	7 094	158	389	547	96	126	222	76	80	156	0	0	0	5 174	7 054	12 228
Occupation	0	0	0	0	0	0	33	75	108	0	0	0	102	985	1 087	30	304	334	26	275	301	315	5 374	5 689	17	404	421	9	138	147	26	140	166	0	0	0	558	7 695	8 253
GRAND TOTAL	0	0	0	0	0	0	171	240	411	183	296	479	986	1 997	2 983	415	709	1 124	186	856	1 042	3 409	9 374	12 783	175	793	968	105	264	369	102	220	322	0	0	0	5 732	14 749	20 481

Légende:

Dip.: Diplômés

Non-dip.: Non diplômés

Rapports PF840 & PF845

DONNÉES SUR LES NOUVELLES ÉMISSIONS DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI (PAR MÉTIER) ET OCCUPATION PAR RÉGION DE PLACEMENT
POUR LA PÉRIODE DU 1er Janvier AU 31 Décembre 2020

	ÎLES-DE-LA-MADELEINE			BAS ST-LAURENT - GASPÉSIE			SAGUENAY - LAC-ST-JEAN			QUÉBEC			MAURICIE - BOIS-FRANCS			CANTONS-DE-L'EST			MONTRÉAL			OUTAOUAIS			NORD-OUEST			CÔTE-NORD			BAIE JAMES			EXTÉRIEUR			TOTAL PROVINCIAL			
MÉTIER	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total				
Briqueur-maçon	0	0	0	6	1	7	8	5	13	27	12	39	17	5	22	5	7	12	146	107	253	17	6	23	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	228	144	372	
Calorifugeur	0	0	0	0	3	3	0	1	1	1	11	12	1	0	1	0	0	0	14	10	24	0	4	4	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	31	47	
Carreleur	0	0	0	0	3	3	0	4	4	16	15	31	0	8	8	0	10	10	61	64	125	0	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77	128	205	
Charpentier-menuisier	8	1	9	58	43	101	39	108	147	299	417	716	132	142	274	61	206	267	686	1 504	2 190	63	140	203	30	27	57	6	0	6	2	0	2	0	0	0	1 384	2 588	3 972	
Chaudronnier	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	2	2	0	0	0	0	0	0	12	0	12	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	2	16	
Cimentier-applicateur	0	0	0	0	2	2	1	13	14	16	32	48	2	18	20	0	12	12	54	124	178	0	25	25	0	4	4	1	0	1	0	0	0	0	0	0	74	230	304	
Couvreur	0	0	0	0	7	7	0	5	5	18	39	57	3	35	38	0	52	52	41	290	331	1	33	34	0	17	17	0	1	1	0	0	0	0	0	0	63	479	542	
Électricien	2	0	2	22	0	22	39	0	39	178	0	178	59	0	59	48	0	48	630	0	630	47	0	47	28	0	28	21	0	21	0	0	0	0	0	0	1 074	0	1 074	
Ferblantier	1	0	1	0	3	3	3	6	9	4	41	45	3	7	10	0	7	7	37	113	150	0	9	9	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48	188	236	
Ferrailleur	0	0	0	2	1	3	0	1	1	1	22	23	1	6	7	0	7	7	27	86	113	0	8	8	0	4	4	0	2	2	0	0	0	0	0	0	31	137	168	
Grutier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2	1	0	1	11	0	11	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	0	17	
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	6	9	0	0	0	0	1	1	9	27	36	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	36	48	
Mécanicien de chantier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	0	0	0	0	0	0	26	5	31	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	28	11	39	
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	2	0	2	1	0	1	3	0	3	0	1	1	0	1	1	4	5	9	0	0	0	0	0	0	5	2	7	0	0	0	0	0	0	15	9	24	
Monteur-assembleur	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	3	3	0	5	5	0	6	6	19	0	19	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	15	35	
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	0	1	1	0	1	1	11	19	30	0	4	4	1	4	5	15	85	100	0	9	9	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	27	125	152	
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	6	26	32	0	0	0	29	35	64	2	4	6	5	10	15	46	105	151	1	10	11	0	2	2	5	1	6	0	0	0	0	0	0	94	193	287	
Opérateur de pelles mécaniques	0	1	1	2	7	9	0	10	10	23	17	40	2	12	14	4	9	13	28	79	107	1	8	9	0	7	7	1	4	5	0	0	0	0	0	0	61	154	215	
Peintre	0	1	1	1	7	8	13	6	19	23	30	53	1	31	32	0	27	27	48	139	187	0	27	27	0	1	1	0	2	2	3	2	5	0	0	0	89	273	362	
Plâtrier	0	0	0	2	0	2	4	6	10	25	25	50	2	6	8	0	9	9	28	102	130	6	26	32	0	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	68	175	243
Poseur de systèmes intérieurs	0	0	0	0	1	1	0	5	5	15	27	42	13	1	14	0	10	10	101	68	169	1	17	18	0	3	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0	130	133	263	
Poseur de revêtements souples	0	0	0	0	0	0	0	7	7	8	0	8	0	7	7	0	0	0	13	25	38	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21	42	63	
Tuyauteur	0	0	0	16	0	16	16	0	16	82	0	82	22	0	22	4	0	4	335	0	335	30	9	39	1	0	1	4	0	4	0	0	0	0	0	0	510	9	519	
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	1	1	0	6	6	1	17	18	0	4	4	0	6	6	47	26	73	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48	63	111	
Frigoriste	0	0	0	2	4	6	6	3	9	32	16	48	18	10	28	12	2	14	132	70	202	1	7	8	0	4	4	1	0	1	0	0	0	0	0	0	204	116	320	
Sous-total	11	3	14	119	110	229	132	187	319	817	792	1 609	280	306	586	141	386	527	2 570	3 034	5 604	169	370	539	62	77	139	46	14	60	6	2	8	0	0	0	4 353	5 281	9 634	
Occupation	3	0	3	13	1	14	32	178	210	58	513	571	12	152	164	18	122	140	201	3 452	3 653	27	301	328	14	44	58	18	42	60	0	15	15	0	0	0	396	4 820	5 216	
GRAND TOTAL	14	3	17	132	111	243	164	365	529	875	1 305	2 180	292	458	750	159	508	667	2 771	6 486	9 257	196	671	867	76	121	197	64	56	120	6	17	23	0	0	0	4 749	10 101	14 850	

Légende: Dip.: Diplômés
Non-dip.: Non diplômés

Rapports PF840 & PF845

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-204

Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années.
Fournir une ventilation par mois et par région.

Métier/occupation prioritaire	Région de domicile	2021 provisoire
003)Briqueur-maçon	Total du métier/occupation	4 942 079
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	53 455
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	127 215
	30)Québec	631 091
	40)Mauricie-Bois-Francis	229 213
	50)Estrie	228 903
	60)Grand Montréal	3 466 827
	70)Outaouais	172 576
	80)Abitibi-Témiscamingue	20 553
	90)Côte-Nord	10 616
	99)Extérieur	1 631
006)Calorifugeur	Total du métier/occupation	1 356 328
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	27 153
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	79 404
	30)Québec	226 208
	40)Mauricie-Bois-Francis	97 337
	50)Estrie	66 137
	60)Grand Montréal	761 722
	70)Outaouais	59 259
	80)Abitibi-Témiscamingue	36 288
	90)Côte-Nord	2 346
	99)Extérieur	475
009)Carreleur	Total du métier/occupation	2 408 070
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	46 026
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	52 191
	30)Québec	498 236
	40)Mauricie-Bois-Francis	99 186
	50)Estrie	141 092
	60)Grand Montréal	1 438 822
	70)Outaouais	87 167
	80)Abitibi-Témiscamingue	23 911
	90)Côte-Nord	18 167
	99)Extérieur	3 273
012)Charpentier-menuisier	Total du métier/occupation	53 344 278
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	2 207 654
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 381 933
	30)Québec	11 538 559
	40)Mauricie-Bois-Francis	3 905 344
	50)Estrie	2 965 375
	60)Grand Montréal	26 561 383
	70)Outaouais	2 103 795
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 052 241
	84)Baie-James	34 157
	90)Côte-Nord	583 060
	99)Extérieur	10 775
015)Chaudronnier	Total du métier/occupation	522 730
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	46 725
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	77 752
	30)Québec	54 119

	40)Mauricie-Bois-Francis	65 243
	50)Estrie	29 748
	60)Grand Montréal	215 530
	70)Outaouais	3 393
	80)Abitibi-Témiscamingue	7 568
	90)Côte-Nord	22 653
	99)Extérieur	
018)Cimentier-applicateur	Total du métier/occupation	3 831 209
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	41 141
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	116 485
	30)Québec	642 550
	40)Mauricie-Bois-Francis	251 546
	50)Estrie	105 040
	60)Grand Montréal	2 473 477
	70)Outaouais	150 043
	80)Abitibi-Témiscamingue	28 011
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	18 531
	99)Extérieur	4 387
021)Couvreur	Total du métier/occupation	4 717 475
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	95 282
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	123 277
	30)Québec	645 030
	40)Mauricie-Bois-Francis	364 032
	50)Estrie	228 182
	60)Grand Montréal	2 981 020
	70)Outaouais	201 056
	80)Abitibi-Témiscamingue	69 071
	90)Côte-Nord	10 521
	99)Extérieur	6
024)Électricien	Total du métier/occupation	25 334 707
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	637 889
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	834 109
	30)Québec	3 798 618
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 411 483
	50)Estrie	849 628
	60)Grand Montréal	16 080 217
	70)Outaouais	946 039
	80)Abitibi-Témiscamingue	381 638
	84)Baie-James	4 272
	90)Côte-Nord	337 815
	99)Extérieur	52 999
030)Ferblantier	Total du métier/occupation	5 885 378
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	99 518
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	209 126
	30)Québec	906 767
	40)Mauricie-Bois-Francis	323 398
	50)Estrie	158 716
	60)Grand Montréal	3 845 608
	70)Outaouais	217 622
	80)Abitibi-Témiscamingue	64 500
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	37 487
	99)Extérieur	22 636
033)Ferrailleur	Total du métier/occupation	2 525 847
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	93 537
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	47 489
	30)Québec	440 531
	40)Mauricie-Bois-Francis	149 055
	50)Estrie	131 749
	60)Grand Montréal	1 552 706
	70)Outaouais	62 433
	80)Abitibi-Témiscamingue	15 329
	84)Baie-James	

	90)Côte-Nord	32 059
	99)Extérieur	960
036)Frigoriste	Total du métier/occupation	5 939 819
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	109 035
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	169 439
	30)Québec	797 369
	40)Mauricie-Bois-Francis	338 453
	50)Estrie	229 273
	60)Grand Montréal	4 075 468
	70)Outaouais	111 791
	80)Abitibi-Témiscamingue	72 009
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	33 215
	99)Extérieur	3 768
039)Grutier	Total du métier/occupation	2 551 280
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	70 310
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	98 411
	30)Québec	375 600
	40)Mauricie-Bois-Francis	166 271
	50)Estrie	76 971
	60)Grand Montréal	1 517 593
	70)Outaouais	97 573
	80)Abitibi-Témiscamingue	75 622
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	70 398
	99)Extérieur	2 533
042)Mécanicien d'ascenseur	Total du métier/occupation	1 820 458
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	7 335
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	12 322
	30)Québec	283 665
	40)Mauricie-Bois-Francis	16 666
	50)Estrie	28 059
	60)Grand Montréal	1 415 368
	70)Outaouais	21 767
	80)Abitibi-Témiscamingue	15 522
	90)Côte-Nord	
	99)Extérieur	19 754
045)Mécanicien de chantier	Total du métier/occupation	908 542
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	135 056
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	147 177
	30)Québec	76 567
	40)Mauricie-Bois-Francis	104 407
	50)Estrie	11 465
	60)Grand Montréal	338 183
	70)Outaouais	10 092
	80)Abitibi-Témiscamingue	25 386
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	60 209
	99)Extérieur	
048)Mécanicien de machines lourdes	Total du métier/occupation	345 963
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	42 315
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	59 086
	30)Québec	83 608
	40)Mauricie-Bois-Francis	25 013
	50)Estrie	7 457
	60)Grand Montréal	88 593
	70)Outaouais	1 802
	80)Abitibi-Témiscamingue	813
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	37 276
	99)Extérieur	
051)Mécanicien en protection-incendie	Total du métier/occupation	2 128 089
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	34 740

	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	67 864
	30)Québec	347 376
	40)Mauricie-Bois-Francis	89 610
	50)Estrie	56 487
	60)Grand Montréal	1 461 318
	70)Outaouais	29 772
	80)Abitibi-Témiscamingue	10 879
	90)Côte-Nord	10 436
	99)Extérieur	19 609
053)Monteur-assembleur	Total du métier/occupation	3 780 893
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	160 954
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	295 169
	30)Québec	598 399
	40)Mauricie-Bois-Francis	236 086
	50)Estrie	74 044
	60)Grand Montréal	2 138 017
	70)Outaouais	111 072
	80)Abitibi-Témiscamingue	83 857
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	70 361
	99)Extérieur	12 934
057)Monteur-mécanicien vitrier	Total du métier/occupation	2 995 419
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	24 938
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 955
	30)Québec	412 413
	40)Mauricie-Bois-Francis	96 913
	50)Estrie	82 911
	60)Grand Montréal	2 145 076
	70)Outaouais	124 137
	80)Abitibi-Témiscamingue	31 516
	90)Côte-Nord	10 558
	99)Extérieur	6 003
060)Opérateur de pelles	Total du métier/occupation	8 855 001
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	436 242
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	490 084
	30)Québec	1 688 095
	40)Mauricie-Bois-Francis	600 864
	50)Estrie	454 286
	60)Grand Montréal	4 424 407
	70)Outaouais	295 297
	80)Abitibi-Témiscamingue	201 911
	84)Baie-James	12 882
	90)Côte-Nord	250 849
	99)Extérieur	84
063)Opérateur d'équipement lourd	Total du métier/occupation	6 420 337
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	462 607
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	310 946
	30)Québec	1 230 755
	40)Mauricie-Bois-Francis	510 195
	50)Estrie	217 266
	60)Grand Montréal	3 061 646
	70)Outaouais	234 322
	80)Abitibi-Témiscamingue	140 205
	84)Baie-James	14 949
	90)Côte-Nord	226 276
	99)Extérieur	11 170
066)Peintre	Total du métier/occupation	5 889 563
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	170 288
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	203 112
	30)Québec	1 067 601
	40)Mauricie-Bois-Francis	369 443
	50)Estrie	256 501
	60)Grand Montréal	3 401 470
	70)Outaouais	289 466

	80)Abitibi-Témiscamingue	83 519
	84)Baie-James	3 872
	90)Côte-Nord	43 874
	99)Extérieur	417
069)Plâtrier	Total du métier/occupation	3 726 809
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	26 005
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	81 738
	30)Québec	833 614
	40)Mauricie-Bois-Francis	167 312
	50)Estrie	129 389
	60)Grand Montréal	2 281 552
	70)Outaouais	183 484
	80)Abitibi-Témiscamingue	13 205
	84)Baie-James	730
	90)Côte-Nord	7 939
	99)Extérieur	1 842
072)Poseur de revêtements souples	Total du métier/occupation	998 833
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	41 931
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	37 241
	30)Québec	160 797
	40)Mauricie-Bois-Francis	47 441
	50)Estrie	33 159
	60)Grand Montréal	625 583
	70)Outaouais	32 624
	80)Abitibi-Témiscamingue	8 625
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	7 091
	99)Extérieur	4 341
075)Poseur de systèmes intérieurs	Total du métier/occupation	3 319 849
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	6 098
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	35 434
	30)Québec	480 526
	40)Mauricie-Bois-Francis	139 567
	50)Estrie	60 568
	60)Grand Montréal	2 443 840
	70)Outaouais	150 316
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 993
	90)Côte-Nord	1 507
	99)Extérieur	
081)Tuyauteur	Total du métier/occupation	12 823 654
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	307 393
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	431 392
	30)Québec	1 958 361
	40)Mauricie-Bois-Francis	787 241
	50)Estrie	375 210
	60)Grand Montréal	8 076 373
	70)Outaouais	531 530
	80)Abitibi-Témiscamingue	198 239
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	142 153
	99)Extérieur	15 763
910)Boutefeu et foreur	Total du métier/occupation	782 922
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	47 074
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	83 914
	30)Québec	171 533
	40)Mauricie-Bois-Francis	48 861
	50)Estrie	53 657
	60)Grand Montréal	274 570
	70)Outaouais	39 740
	80)Abitibi-Témiscamingue	7 298
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	52 074
	99)Extérieur	4 201
920)Manoeuvre	Total du métier/occupation	20 458 411

	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	455 122
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	517 771
	30)Québec	2 554 270
	40)Mauricie-Bois-Francis	787 694
	50)Estrie	427 109
	60)Grand Montréal	14 304 703
	70)Outaouais	815 027
	80)Abitibi-Témiscamingue	185 669
	84)Baie-James	27 407
	90)Côte-Nord	286 648
	99)Extérieur	96 991
930)Main-d'oeuvre de lignes	Total du métier/occupation	2 870 653
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	131 338
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	339 663
	30)Québec	662 304
	40)Mauricie-Bois-Francis	318 544
	50)Estrie	84 233
	60)Grand Montréal	1 094 991
	70)Outaouais	92 029
	80)Abitibi-Témiscamingue	44 813
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	102 591
	99)Extérieur	147
940)Soudeur	Total du métier/occupation	1 031 926
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	18 281
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	64 488
	30)Québec	99 255
	40)Mauricie-Bois-Francis	59 871
	50)Estrie	28 379
	60)Grand Montréal	666 185
	70)Outaouais	18 215
	80)Abitibi-Témiscamingue	32 805
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	35 478
	99)Extérieur	8 969
950)Autres occupations	Total du métier/occupation	3 223 974
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	160 442
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	233 609
	30)Québec	535 230
	40)Mauricie-Bois-Francis	185 332
	50)Estrie	128 779
	60)Grand Montréal	1 727 615
	70)Outaouais	72 094
	80)Abitibi-Témiscamingue	49 059
	84)Baie-James	2 513
	90)Côte-Nord	94 862
	99)Extérieur	34 439
Total général		195 740 498

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-205

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.

Le marché du travail a subi des mutations au courant des dernières années ; le vieillissement démographique a commencé à faire son œuvre et la croissance économique a été relativement forte au Québec. Il s'en est suivi une diminution du taux de chômage qui peut être vécue difficilement par les employeurs, peinant de plus en plus pour trouver de la main-d'œuvre disponible.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) possède ses propres mécanismes lorsque la disponibilité des titulaires de certificat de compétence des travailleurs pour une région donnée descend sous la barre de 5 % ; elle peut alors émettre des certificats de compétence à de nouveaux travailleurs non diplômés pour permettre au marché de se rééquilibrer. Cela s'effectue par ce qui est appelé communément les « ouvertures de bassin en situation de pénurie ». Avec la hausse considérable de l'activité survenue depuis 2018, les émissions de certificat de compétence en situation de pénurie ont augmenté de façon importante. Les mécanismes de gestion de la main-d'œuvre de la CCQ ont donc permis de répondre à un besoin important de travailleurs.

De plus, la CCQ effectue aux trois ans une tournée auprès des membres du Comité sur la formation professionnelle de l'industrie de la construction (CFPIC) afin de déterminer les besoins de nouveaux travailleurs qui seront nécessaires pour les cinq prochaines années – l'objectif est d'informer les décisions du ministère de l'Éducation concernant les places en centres de formation professionnelle. La tournée 2020 indique que les régions souhaitent des augmentations significatives de diplômés.

Les analyses poussent à croire que les besoins de main-d'œuvre demeureront importants à l'avenir. Une étude a été menée par la CCQ, en 2018, afin de documenter de façon plus précise les enjeux de main-d'œuvre :

- L'activité économique demeurera élevée dans l'industrie de la construction dans les prochaines années. On anticipe que les difficultés quant au recrutement et à la rétention de la main-d'œuvre se poursuivront.
- Certains leviers devront être mis à profit pour l'industrie : augmenter son attractivité auprès des jeunes, améliorer sa capacité d'intégrer les catégories de travailleurs sous-représentées, sa flexibilité concernant les horaires de travail, ses possibilités pour renouveler ses méthodes de travail, etc.

La CCQ mène des sondages semestriels auprès des employeurs de l'industrie de la construction depuis le printemps 2019. Le dernier sondage de l'automne 2021 révèle :

- Les embauches pourraient augmenter en 2022, car 39% des employeurs prévoient embaucher davantage cette année.
- 72% des répondants ont affirmé avoir connu des difficultés de recrutement dans la dernière année.
- La conséquence la plus importante est le refus de contrat, nommé à 68% parmi les employeurs.

Au printemps 2021, huit mesures ont été mises en place pour permettre à davantage de travailleurs d'intégrer l'industrie ou d'y demeurer. Les mesures touchent : la possibilité de superviser plus d'apprentis en chantier, l'accès à l'industrie aux étudiants pour faciliter l'alternance travail-étude, l'entrée accélérée d'apprentis expérimentés, la valorisation des diplômes et l'accélération vers le statut de compagnon.

D’un point de vue régional, il existe des incapacités à combler les besoins de main-d’œuvre dans toutes les régions. Cependant, ces besoins ne sont pas toujours de même intensité. Les ouvertures de bassins qui attirent le plus de nouveaux travailleurs se font dans le métier de charpentier-menuisier et dans le bassin « occupation ».

La région de Montréal est particulière, parce qu’une très forte proportion des heures travaillées y sont rapportées. Dans cette région, on constate des besoins de main-d’œuvre dans la majorité des métiers et de façon fréquente.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

Perspectives d'emploi pour les métiers et occupations de la construction 2022-2026

3RP205 - 3e opposition

<i>Métier/occupation</i>	<i>Perspectives d'emploi *</i>	<i>Commentaires</i>
Briqueur-maçon	Très bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Calorifugeur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Carreleur	Excellentes	Emploi en légère baisse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Charpentier-menuisier	Excellentes	Emploi en légère baisse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Chaudronnier	Bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement important. Diplômés à l'équilibre.
Cimentier-applicateur	Excellentes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Couvreur	Excellentes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Électricien	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Installateur de systèmes de sécurité	Excellentes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Ferblantier	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Ferrailleur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Frigoriste	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Grutier	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Mécanicien d'ascenseur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Mécanicien de chantier	Très bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement très important.
Mécanicien de machines lourdes	Bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement très important.
Mécanicien en protection-incendie	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Monteur-assembleur	Excellentes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Monteur-mécanicien vitrier	Excellentes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Opérateur de pelles	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Opérateur d'équipement lourd	Excellentes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Peintre	Excellentes	Emploi en légère baisse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Plâtrier	Excellentes	Emploi en légère baisse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Poseur de revêtements souples	Excellentes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Poseur de systèmes intérieurs	Excellentes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Tuyauteur	Très bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Monteur de lignes	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés à l'équilibre.
Plongeur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement peu marqué. Diplômés insuffisants.
Préposé à l'arpentage	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Soudeur	Bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré.
Soudeur en tuyauterie	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement très important.

Boutefeu et foreur	Bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Manoeuvre	Bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré.
Ensemble des salariés	Excellentes	Emploi en légère baisse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.

Source : Commission de la construction du Québec

* Méthodologie :

*Les perspectives d'intégration au marché du travail sont classées en quatre catégories (Excellentes, très bonnes, bonnes ou limitées), d'après les résultats de cinq paramètres : (1) la croissance annuelle moyenne du volume de travail pour la période observée; (2) le taux moyen de disponibilité des travailleurs dans les bassins selon les données de la CCQ; (3) le taux de roulement prévu de la main-d'œuvre (besoins de remplacement); (4) le vieillissement, soit la proportion des salariés compagnon qui sont âgés de 55 ans et plus; (5) la suffisance des diplômés, soit la relève à court terme, en comparant les diplômés des 3 dernières années comparativement aux besoins estimés par la CCQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-206

Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main d’œuvre Ontario-Québec.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-207

Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2021
Pénurie (art. 14.6)	418
Personne indispensable (art. 14.4)	718
Enfant d'employeur (art. 14.5)	2 446
Pénurie - sans préalables scolaires	13 642
Stages d'été	0
Ententes interprovinciales (art. 4)	530
Salarié occasionnel (art. 14.7)	0
Autres*	2 235
TOTAL	19 989

*Autres : 2 235 exemptions, dont 1 548 exemptions découlant du comité de révision; 21 exemptions découlant de nouveaux assujettissements, dont les pompes à béton et 666 exemptions « autres ».

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-208

Nombre d’inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l’objet d’une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Inspections de chantier et vérifications aux livres	2021
Nombre de visites de chantier effectuées	44 931
• Chantiers différents visités	22 438
Nombre d’infractions constatées	6686
• Nombre d’infractions pour non-détention de certificat de compétence	3446
• Nombre d’infractions pour non-détention de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	649
• Nombre de situations d’heures potentiellement non déclarées	2051
• % des visites avec infractions pour non –détention de certificat de compétence, de licence ou heures potentiellement non déclarées	10,80 %
Nombre de vérifications aux livres menées	1076
• % des interventions avec résultat (montant réclamé ou poursuite pénale)	72,49 %
• Heures réclamées	856 401
• \$ réclamés	19 346 214
• Taux de perception avant judiciarisation	66,49 %

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-209

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ, depuis cinq ans, par année ainsi que les prévisions d'embauche pour 2022-2023.

Année	Nombre
2021	237

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-210

Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

Année	Nombre
2021	409

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-211

Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Pour l'exercice 2021-2022, la Commission de la construction du Québec a reçu 4,362 M\$ du gouvernement. Cette subvention permet de financer 41 ressources additionnelles dédiées à la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale, incluant la fausse facturation et le blanchiment d'argent.

Partie 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 2 février 2022, 154^e année, n° 5

491

QUE madame Julie Boucher soit nommée de nouveau présidente-directrice générale adjointe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour un mandat de deux ans à compter du 21 janvier 2022 au traitement annuel de 199 180\$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Julie Boucher comme présidente-directrice générale adjointe du niveau 2.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76304

Gouvernement du Québec

Décret 47-2022, 12 janvier 2022

CONCERNANT le versement d'une subvention de 4 362 000 \$ à la Commission de la construction du Québec, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation de projets dans le cadre de la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec est une personne morale instituée en vertu de l'article 2 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20);

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec a mis sur pied différents projets pour intensifier la force de ses interventions dans la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale et les poursuivra au cours de l'exercice financier 2021-2022;

ATTENDU qu'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à verser une subvention de 4 362 000 \$ à la Commission de la construction du Québec, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation de ces projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du

gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000\$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit autorisé à verser une subvention de 4 362 000 \$ à la Commission de la construction du Québec, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation de projets dans le cadre de la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76305

Gouvernement du Québec

Décret 50-2022, 12 janvier 2022

CONCERNANT le versement à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail d'une subvention de 1 500 000 \$, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation de projets dans le cadre des actions concertées pour contrer les économies souterraines dans le secteur de la construction

ATTENDU QUE la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est une personne morale instituée en vertu de l'article 138 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère du Travail (chapitre M-32.2), le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale exerce ses fonctions notamment dans les domaines des relations du travail, des normes du travail et de la gestion des conditions de travail et de la santé et de la sécurité du travail;

ATTENDU QUE la Commission fait partie du comité ACCES construction – Actions concertées pour contrer les économies souterraines dans le secteur de la construction dont le mandat vise notamment à lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction au Québec;

ATTENDU QUE la Commission a mis sur pied différents projets suivant les priorités d'action établies par le comité et les a poursuivis au cours de l'exercice financier 2021-2022;

© Éditeur officiel du Québec, 2022

© Éditeur officiel du Québec, 2022

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-212

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.

Le Conseil des ministres a adopté le règlement prévoyant la création de la région Nunavik en février 2016. Ce règlement prévoit la création de la région en 2017, et la mise en œuvre de 4 mesures transitoires. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur le 10 mars 2016. Elles permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre et son développement. La création de la région Nunavik a été réalisée le 30 juin 2017.

La création des régions doit permettre :

- De prendre acte du découpage actuel du territoire dans le Nord-du-Québec, au Nunavik et dans la région Eeyou Istchee Baie-James ;
- De développer le bassin de la main-d'œuvre dans le Nunavik en cohérence avec la vision de développement du territoire des autorités inuites, ainsi que dans la région Eeyou Istchee Baie-James en cohérence avec la vision du développement des autorités criées et jamésiennes ;
- D'aligner les pratiques de l'industrie avec les orientations gouvernementales en matière d'affaires autochtones ainsi qu'avec la stratégie du gouvernement du Québec pour le Plan Nord et le développement économique du Nord-du-Québec.

La création d'une région Nunavik (territoires au nord du 55^e parallèle) vient diminuer l'étendue de l'actuelle région Côte-Nord et dans une moindre mesure l'actuelle région Baie-James.

- En 2012, on estime que 1 156 travailleurs ont été présents sur les chantiers du Nunavik. La majorité d'entre eux (77 %) provenaient d'autres régions en respect des règles de mobilité de main-d'œuvre en vigueur dans l'industrie de la construction, alors que 197 salariés (17 %) provenaient de la Côte-Nord.

La création d'une région Eeyou Istchee Baie-James (territoires entre les 49^e et 55^e parallèles) viendrait diminuer l'étendue de l'actuelle région Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

- En 2015, on estime que 5 869 personnes ont pu travailler dans la région Eeyou Istchee Baie-James. Plus de 90 % (5 402) de ces personnes provenaient d'autres régions, dont 1 876 (32 %) du Saguenay-Lac-Saint-Jean et 1 389 (24 %) de l'Abitibi-Témiscamingue.

Depuis 2017, les mesures permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre au Nunavik, la mise en place des mécanismes de priorisation de la main-d'œuvre inuit pour les embauches régionales, ainsi que l'adaptation et le développement de l'offre de services offerte au Nunavik.

Les travaux relatifs à la création d'une région Eeyou Istchee Baie-James aux fins de mobilité de la main-d'œuvre et de référence font toujours l'objet d'échanges. En 2015, une demande de création de la région a été déposée au conseil d'administration de la CCQ. La proposition a été rejetée.

Des discussions ont toujours lieu à la table de travail existante entre la CCQ, la Nation crie et les Jamesiens afin de faire avancer ce dossier. Les demandes de ces groupes ont été formulées de façon à pouvoir être traitées par les instances de la CCQ. Une analyse d'impact approfondie est en cours de réalisation. La création d'une région Eeyou Istchee Baie-James fait partie des solutions priorisées à la suite des consultations réalisées en 2019 et 2020 dans les communautés dans le cadre de la démarche collaborative pour l'inclusion des Premières Nations et des Inuit dans l'industrie de la construction. Cette solution sera intégrée à l'élaboration du programme d'accès à l'industrie de la construction pour les Premières Nations et les Inuit (PACPNI) qui sera présentée au conseil d'administration de la CCQ à la fin de 2022.

Des travaux sont en cours relativement à la révision du cadre normatif de l'industrie pour inclure des mesures réglementaires de redressement soutenant l'inclusion de la diversité, incluant la création d'une région Eeyou Istchee Baie-James en vue d'une adoption par le conseil d'administration de la CCQ.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-213

Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.

	2021
Déclaration de besoins de main-d'œuvre	28 530
Employeurs requérants	4 931
Salariés recherchés	74 556
Listes transmises par les titulaires de permis de référence	29 567
Nombre de candidats recommandés	98 494
Listes transmises par la CCQ	30 378
Nombre de candidats recommandés	537 828
Avis d'embauches transmis par les employeurs	147 009
<i>Selon la source de main-d'œuvre:</i>	
Référence des titulaires de permis	2 710
Référence de la CCQ	2 760
Réseau personnel de l'employeur	30 479
Salarié connu de l'employeur	105 788
Autres	5 272
Avis de fin d'emploi transmis par les employeurs	73 334

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-214

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le MTESS.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-215

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-216

Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.

	2021
Nombre d'infractions	544

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-217

Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.

Institutions scolaires	2021
Commission scolaire / centre de services scolaire	52
Établissement d'enseignement supérieur	10
TOTAL	62

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-218

Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.

Institutions scolaires	2018
Commission scolaire	4
Établissement d'Enseignement supérieur	0
TOTAL	4

Cette donnée ne peut être comptabilisée après 2018 en raison d'un changement dans le système de gestion des plaintes. Une fois l'ensemble du système de gestion des vérifications et enquêtes implanté, cette donnée pourra être de nouveau comptabilisée.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 7 MARS 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-219

Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec.

À part les travaux usuels d'entretien de ses édifices, la Commission de la construction du Québec n'a pas pour objet d'effectuer des travaux de construction.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 23 FÉVRIER 2022